

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Malgré le dynamisme du tourisme, l'activité économique affiche les signes d'un essoufflement

L'activité économique montre les signes d'un essoufflement au second trimestre 2018. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises se tassent alors que la croissance des prix à la consommation est contenue et que le marché du travail est globalement bien orienté.

La consommation des ménages faiblit depuis le début de l'année 2018 notamment du fait d'une contraction de la consommation de biens alimentaires et non alimentaires. Les crédits à la consommation et les importations de biens durables affichent en revanche une bonne tenue. Le marché du travail, dont l'orientation demeure favorable, se dégrade.

Malgré un rebond de l'encours des crédits d'investissement, le second trimestre 2018 est marqué par un essoufflement de l'investissement des entreprises, notamment à travers une baisse des importations de biens intermédiaires.

La balance commerciale se détériore à la fin juin 2018, bien que les importations courantes ralentissent. Les échanges ont été marqués par des flux exceptionnels, à savoir des importations de combustibles et des exportations de navires. Hors flux exceptionnels, les échanges commerciaux se contractent.

Au niveau sectoriel, au 2^d trimestre 2018, l'activité est principalement marquée par le dynamisme de la fréquentation des touristes non-canadiens. À l'inverse, le secteur halieutique affiche des difficultés qui se traduisent par une nette baisse des prises.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE CONFIRME SA BONNE ORIENTATION

L'activité économique canadienne accélère au second trimestre 2018 (+0,7 % contre +0,4 % au 1^{er} trimestre). Cette accélération est portée par le dynamisme des exportations (+2,9 % en volume). Les dépenses de consommation des ménages affichent une bonne tenue au début de l'année (+0,6 % au 2^d trimestre 2018 contre +0,3 % au 1^{er} trimestre), alors qu'elles étaient en décroissance depuis 3 trimestres. À l'inverse, l'investissement des entreprises s'essouffle (+0,4 %) à cause d'un ralentissement de la croissance de l'investissement dans les ouvrages non résidentiels, les machines, le matériel et les produits de propriété intellectuelle.

L'indice des prix à la consommation (IPC) continue sa progression (+2,5 % sur un an après +2,3 % à fin mars 2018). Cette évolution reflète l'accélération progressive des prix à la consommation qui avait atteint un creux en juin 2017 (+1,0 %). Cette hausse est portée, entre autres, par les prix des transports (+6,6 %) en lien avec l'augmentation des coûts de l'énergie (+12,4 %). Les boissons alcoolisées et les produits du tabac affichent une hausse marquée (+4,8 %). Au niveau régional, les provinces atlantiques voient leurs prix progresser sur un an. Cette croissance est la plus soutenue dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard (+2,9 %). La hausse est plus modérée à Terre-Neuve-et-Labrador (+2,3 %) au Nouveau-Brunswick (+2,2 %) et en Nouvelle-Écosse (+2,2 %).

Le taux de chômage¹ canadien augmente légèrement en juin 2018 (+0,2 point sur un an) et s'établit à 6,0 %. Les différentes provinces atlantiques affichent des taux de chômage parmi les plus élevés du Canada. À commencer par Terre-Neuve-et-Labrador qui affiche le taux de chômage le plus élevé du pays (15,5 %), suivie par l'Île-du-Prince-Édouard (8,9 %), la Nouvelle-Écosse (7,9 %) et le Nouveau-Brunswick (7,5 %). À l'inverse, le taux de chômage de la province de Québec demeure à un faible niveau (5,4 %). **L'emploi** s'inscrit en hausse sur douze mois (+1,2 %, après +1,6 % au trimestre précédent) seulement porté par l'emploi à temps plein. Au niveau sectoriel, les plus fortes hausses de l'emploi s'enregistrent dans les services publics (+8,0 %) et dans le secteur des ressources naturelles (+6,8 %).

Source : *Statistique Canada*

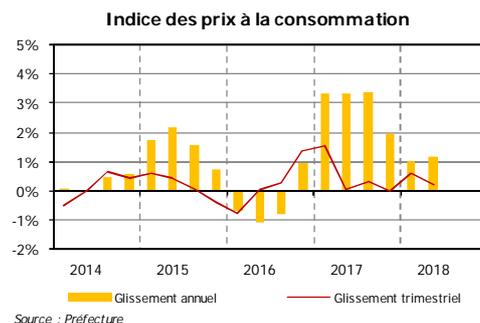
¹ Les données relatives au marché de l'emploi canadien sont désaisonnalisées par Statistique Canada

Ralentissement de la croissance des prix à la consommation

Après un léger rebond au premier trimestre 2018 (+0,6 % sur trois mois), les prix à la consommation ralentissent au second trimestre (+0,2 %).

Cette évolution est due à une hausse des prix des produits manufacturés (+0,7 %) quand ceux des produits alimentaires s'inscrivent en baisse (-0,5 %). Les prix des services sont stables au second trimestre 2018 (+0,1 %). En outre, les prix des produits énergétiques affichent un rebond (+1,5 %).

Sur douze mois, les prix à la consommation affirment leur ralentissement (+1,2 % à fin juin 2018, contre +3,3 % à fin juin 2017). Cette hausse s'explique par l'augmentation conjointe des prix des produits manufacturés (+1,6 %), des produits alimentaires (+1,3 %) et des services (+0,6 %). Les produits énergétiques affichent une hausse plus soutenue (+1,9 %).

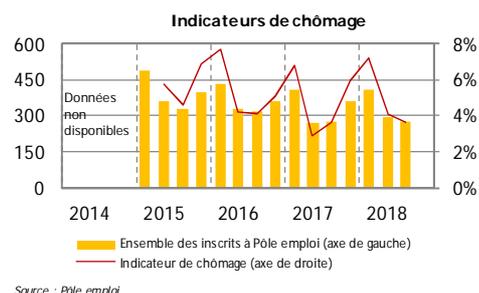


L'emploi se détériore mais reste bien orienté

Malgré sa bonne orientation, le marché de l'emploi se dégrade depuis le début de l'année 2018, en glissement annuel.

À la fin juin 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 130 personnes, contre 91 à la même période en 2017. Toutes catégories confondues, le nombre de DEFM est en hausse en juin 2018 (+7,7 % par rapport à juin 2017) et s'établit à 292 personnes.

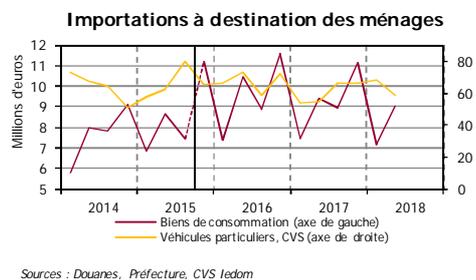
L'indicateur de chômage¹ de l'archipel s'établit à 4,1 %. Il enregistre une hausse au cours des douze derniers mois (+1,2 point).



Tassement de la consommation des ménages

La consommation des ménages montre les signes d'un essoufflement au début de l'année 2018, contrainte par un marché local encombré.

Au second trimestre 2018 et pour le troisième trimestre consécutif, les importations à destination des ménages décroissent (-3,7 % au 2^d trimestre 2018 en glissement annuel, -3,3 % au 1^{er} trimestre 2018 et -4,2 % au dernier trimestre de 2017) et s'établissent à 9,1 millions d'euros. À la fin juin 2018, cette baisse est attribuable à une baisse conjointe des importations de produits alimentaires (-7,3 % en glissement annuel) et de biens non alimentaires (-10,1 % en glissement annuel). Les importations de biens durables sont en nette hausse (+12,5 %).



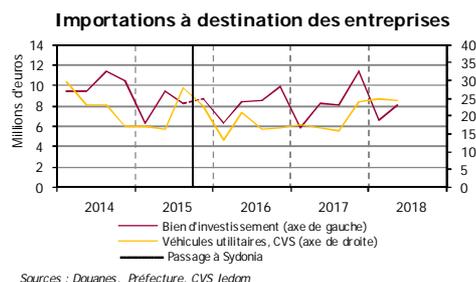
À la fin juin 2018, les ventes de véhicules de tourisme diminuent sur trois mois (-13,8 %, CVS) après avoir légèrement augmenté au trimestre précédent (+3,8 %, CVS). En glissement annuel, les ventes de véhicules augmentent (+8,4 %, CVS) au second trimestre de l'année.

Néanmoins, les crédits à la consommation rebondissent sur trois mois (+2,4 % au 2^d trimestre 2018) après avoir diminué au 1^{er} trimestre (-3,1 % sur le trimestre), pour s'établir à 19,7 millions d'euros. Sur un an, les crédits s'inscrivent en hausse (+9,0 %) à la fin juin 2018.

Ralentissement de l'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises affiche les signes d'un essoufflement après une année 2017 marquée par une nette progression des importations de biens d'investissement.

Après une hausse observée au premier trimestre de l'année 2018 (+11,4 % en glissement annuel), les importations à destination des entreprises s'inscrivent en baisse au second trimestre (-1,7 % en glissement annuel) pour s'établir à 8,1 millions d'euros. Cette baisse est due à la contraction des importations de biens intermédiaires (-8,5 %) alors que les importations de biens d'équipement sont en hausse (+4,4 %).



Après une hausse à la fin mars 2018 (+3,2 %, CVS), les ventes de véhicules utilitaires se replient au 2^d trimestre 2018 (-1,8 %, CVS). En glissement annuel, les ventes enregistrent une hausse marquée (+45,1 %, CVS).

Malgré tout, les crédits d'investissement des entreprises s'inscrivent en hausse sur trois mois (+2,1 %) après avoir diminué au trimestre précédent (-3,2 %),

¹ L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A/population active au dernier recensement ».

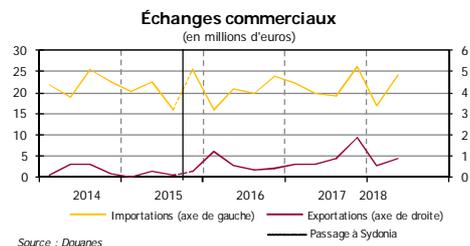
pour s'établir à 36,3 millions d'euros. Sur un an, l'encours des crédits d'investissement des entreprises s'inscrit en hausse (+8,0 %).

Les échanges sont marqués par des flux exceptionnels

Les importations totales augmentent fortement sur un an (+20,8 % en glissement annuel) pour s'établir à 24,1 millions d'euros. Cette hausse est uniquement portée par les importations de combustibles qui sont multipliées par trois tandis que les importations à destination des ménages et des entreprises décroissent (respectivement -3,7 % et -1,7 %). Hors combustibles, les importations se contractent (-2,8 %).

Les exportations marquent également une nette hausse sur un an (+45,4 % en glissement annuel) pour s'établir à 0,9 million d'euros. Cette hausse est portée par la multiplication par 13 des exportations de biens d'équipement, principalement à la suite de la vente exceptionnelle de plusieurs navires en début d'année. Hors biens de navigation maritime, les exportations totales s'inscrivent en baisse (-28,9 %). Sur cette tendance, les exportations de produits de la mer affichent une nette baisse (-55,0 %).

En lien avec ces variations exceptionnelles et après s'être améliorée au premier trimestre, la balance commerciale se dégrade au second trimestre 2018 (hausse du déficit de 20,0 % en glissement annuel) en raison d'une hausse des importations plus importante que celle des exportations. À fin juin 2018, le déficit commercial de l'archipel s'établit à 23,2 millions d'euros.



LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le secteur halieutique rencontre des difficultés

Le secteur de la pêche a connu un début d'année 2018 difficile à Saint-Pierre-et-Miquelon, notamment marqué par un imbroglio sur les décharges de concombre de mer et le naufrage d'un navire de la flotte de pêche artisanale. De cette situation particulière résulte une baisse importante des prises aux deux premiers trimestres. *Pour des raisons d'inconstance des données, celles-ci n'ont pas pu être désaisonnalisées.*

Au premier trimestre 2018², les prises de pêche industrielle diminuent (-71,7 % en glissement annuel), à un rythme plus soutenu que celui observé au premier trimestre 2017 (-25,3 % en glissement annuel). Le poids total des prises de pêche industrielle s'établit à 174 tonnes dont une grande partie est composée de morue (67,7 % du total des prises).

Les prises de pêche artisanale sont en baisse au second trimestre² 2018 (-64,3 % en glissement annuel), confirmant le recul du second trimestre 2017 (-33,4 % en glissement annuel). Le poids total des prises de pêche artisanale s'établit à 158 tonnes principalement composées de crabes des neiges (41,8 % du total des prises) et de poissons plats (39,6 % du total).

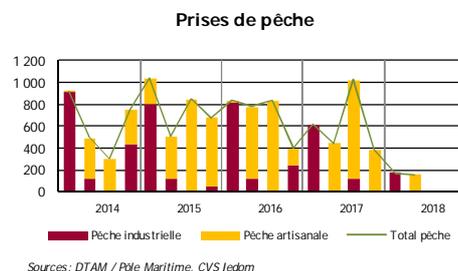
Un début de saison dynamique pour le tourisme

Le trafic total s'inscrit en hausse au second trimestre 2018 (+4,1 %, CVS) par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est portée par une nette augmentation du nombre de passagers par voie maritime (+17,3 %, CVS). À l'inverse, le trafic aérien s'inscrit en baisse sur 3 mois (-4,8 %, CVS).

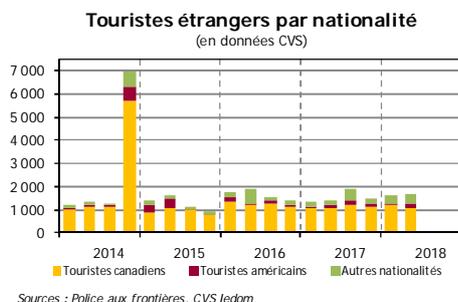
En glissement annuel, le trafic total s'inscrit en nette augmentation (+ 17,8 %, CVS), en raison de la forte hausse du trafic maritime (+42,2 %, CVS) quand le trafic aérien s'inscrit en baisse (-1,4 %, CVS).

Au second trimestre 2018, le tourisme s'inscrit en hausse sur trois mois (+12,2 %, CVS). La fréquentation canadienne décroît (-11,9 %, CVS) sur le trimestre quand le nombre de touristes américains et d'autres nationalités augmente fortement (respectivement +112,4 % et +52,7 %, CVS).

La dynamique touristique se confirme en glissement annuel, le nombre de touristes augmente (+25,2 %, CVS). Alors que la fréquentation canadienne est stable (-0,1 %, CVS), la hausse de fréquentation des touristes américains (+34,6 %, CVS) et d'autres nationalités (+153,5 %, CVS) explique l'évolution globale du secteur.



Sources : DTAM / Pde Maritime, CVS Iedom



Sources : Police aux frontières, CVS Iedom

² Aucune prise de pêche industrielle n'a été effectuée au second trimestre 2018, à l'inverse aucune prise de pêche artisanale n'a été faite au premier trimestre 2018.

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établissait à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les douanes et le Pôle emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail Internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus actuellement de les corriger des variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour limiter les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : **les biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et **les biens à destination des entreprises** (biens d'équipement et biens intermédiaires).

▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : C. VULIN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : novembre 2018 – Dépôt légal : novembre 2018 – ISSN 1952-9619